

P. 6 Grand format
La Poste accompagne
la transition numérique
d'Aucamville

P. 8 D'intérêt général
Quand l'IA simplifie
la vie des collectivités

P. 12 Traits d'union
Le SDIS 34
se développe avec
La Banque Postale

postéo

OCCITANIE



Christine Bord Le Tallec,
déléguée régionale du groupe La Poste
en Occitania

Cet automne, les 3 signataires du contrat de présence postale territoriale 2023-2025 ont décidé de reconduire le contrat jusqu'au 31 décembre 2026, selon une disposition du décret du 5 mars 2007 relatif au fonds postal national de péréquation territoriale.

Dans le même temps, j'ai eu le plaisir de réunir les présidents des Commissions départementales de présence postale territoriale (CDPPT) d'Occitania, pour faire le bilan des réalisations financées par le fonds de péréquation sur les trois années écoulées : une enveloppe de 8,8 millions à la main des

CDPPT a contribué au maintien et à la transformation de la présence postale en Occitania. Cette réunion fut également l'occasion d'amorcer une réflexion constructive sur le futur contrat.

Dans la quatrième région la plus peuplée de France, dont un quart des habitants est âgé de 65 ans ou plus, La Poste intensifie l'accompagnement des collectivités en matière de transition démographique.

Chefs de file de l'action sociale en faveur des personnes âgées, les conseils départementaux du Gers et de la Haute-Garonne ont ainsi fait appel à La Poste pour déployer des campagnes d'information et de prévention de la perte d'autonomie, et contribuer au déploiement du programme Icope, soutenu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le ministère de la Santé et l'agence régionale de santé (ARS). Aller vers les seniors, c'est aussi le portage quotidien des repas à domicile : déjà un million de repas portés par les facteurs en Occitania en 2025.

Grandes ou petites, les 4 452 communes de la région peuvent compter sur le groupe La Poste pour réussir leur transition numérique. Accompagner les collectivités dans la dématérialisation de leur gestion administrative et de la relation avec les citoyens : c'est le thème que ce magazine illustre dans la rubrique « D'intérêt général » et auquel nous avons choisi de consacrer notre « Grand format », avec le témoignage de la mairie d'Aucamville, en Haute-Garonne.

OCCITANIE

Facteurs de fierté

79%
des Occitans jugent La Poste efficace pour porter les repas aux seniors.

Source : « État des lieux de la société française et de ses fractures », BVA Xsight pour La Poste, 2024.

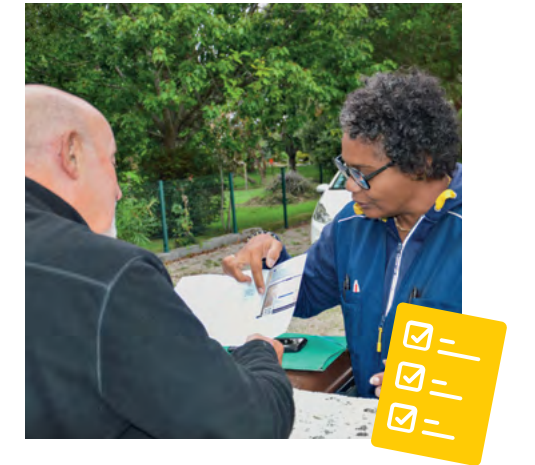
100 000
accompagnements par an aux démarches administratives réalisés dans les bureaux de poste France services d'Occitania.



LIEN SOCIAL

Unis pour les seniors dans l'Aude

En juillet dernier, Hélène Sandragré, présidente du Département de l'Aude, et Christine Bord Le Tallec, déléguée régionale du groupe La Poste en Occitania, ont officiellement signé la charte d'engagement des acteurs dans la lutte contre l'isolement social des seniors. Déjà, dans l'Aude, un réseau d'acteurs se mobilise : repérage des personnes isolées, actions de sensibilisation, portage de repas, inclusion numérique, avec les tablettes Ardoiz adaptées aux besoins des seniors, et valorisation des habitats inclusifs ou intergénérationnels. Depuis plusieurs années, La Poste, actrice de proximité et de confiance, adapte ses activités au service des nouveaux besoins et usages de la société tout entière.



BIEN VIEILLIR

Accompagner les aînés dans le Gers

Le Département du Gers et La Poste s'associent pour faire connaître Facilit'ma vie 32, un dispositif gratuit de sensibilisation des seniors de 60 ans et plus aux risques de chute à domicile. Pour ce faire, les facteurs leur distribuent des documents explicatifs et proposent un prédiagnostic de leur situation à domicile via un questionnaire. Celui-ci est ensuite transmis aux professionnels de santé pour évaluer leurs besoins. Plus de 1 500 seniors du département ont été concernés, dont 30% ont répondu au questionnaire. Ce dispositif s'appuie sur la relation de confiance des seniors gersois isolés avec leurs facteurs afin de les sensibiliser et leur proposer des solutions pour favoriser le maintien à domicile en bonne santé.



POUR EN SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE



Le cahier régional de Postéo est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Occitania. **Directrice de la publication :** Christine Bord Le Tallec. **Directrice de la rédaction :** Sophie Muntadas. **Rédactrice en chef :** Cécile Rizzo. **Rédacteurs :** Marie-Pierre Bos, Tom Brévoit, Farrah Legerot, Olivier Marçais. **Crédits photo :** Arnaud Bouchet, Julie Briand, Farrah Legerot, Guillaume Mancéra. **Pages nationales - Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** Adobe Stock, Éric Audras - Getty Images, médiathèque du groupe La Poste, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS Paris. **Impression :** Altavia. Imprimé en France. **Dépôt légal :** novembre 2025. Ce produit est composé de matériaux recyclés et de matériaux provenant d'autres sources contrôlées. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de Postéo :** Le groupe La Poste - Direction de la communication - CP B706 - 9 rue du Colonel-Pierre-Avia - 75757 Paris Cedex 15.



La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.



Version e-accessible par DocAxess

Chiffres clés

33

millions d'euros investis par La Poste en Occitanie en 2025 pour la modernisation de son outil industriel.

4

nouvelles plateformes logistiques postales dans la région entre 2025 et 2026, à Perpignan, Saint-Aunès, Mauguio et Decazeville.

Chiffres clés

24

bureaux de poste rénovés en Occitanie en 2025, pour un investissement global de près de 3,4 millions d'euros.

158

sites pour passer les Codes auto, moto et bateau à La Poste en Occitanie.

L . A R . É . G . I . O . N

L . A R . É . G . I . O . N



INVESTISSEMENT

Chronopost se développe en Occitanie

Chronopost continue de renforcer son maillage territorial dans la région. Une nouvelle plateforme de 7 500 m², à Mauguio, près de Montpellier, est opérationnelle depuis début 2025 et compte près de 70 collaborateurs. Elle permet de traiter jusqu'à 60 000 colis par jour et intègre des solutions innovantes pour le transport de produits frais et de santé. Parallèlement, les travaux de la future plateforme de Decazeville, en Aveyron, se poursuivent. D'une superficie de 6 200 m², elle mobilise un investissement de 6,8 millions d'euros et accueillera une cinquantaine de collaborateurs dès son ouverture, en mai 2026. Ces infrastructures illustrent l'engagement du groupe La Poste en faveur de la qualité de service et de la performance logistique en région.



ENVIRONNEMENT

La Poste accélère le bas carbone

La Poste a inauguré à Bouloc, en Haute-Garonne, sa première station d'avitaillement en biogaz. Ouverte depuis avril 2025, accessible 24 heures/24, elle alimente les poids lourds de La Poste et de ses partenaires. Cet investissement s'inscrit dans la trajectoire de décarbonation de La Poste : 50% des kilomètres seront réalisés en poids lourds bas carbone d'ici à 2030, grâce à un plan de 400 millions d'euros pour convertir sa flotte et accompagner 400 transporteurs partenaires. En soutenant les énergéticiens pour le déploiement des stations d'avitaillement, La Poste se positionne comme accélérateur des énergies alternatives dans le secteur du transport. D'ici à 2027, 6 stations similaires verront le jour en France.



MUTUALISATION

Bienvenue à la ferme et à La Poste

Depuis mai 2025, la Ferme du Rantoy, à Saint-Ost (Gers), propose un point La Poste relais, le second du réseau Bienvenue à la ferme en Occitanie. Ce partenariat, signé entre La Poste et Chambres d'agriculture France, permet aux clients d'effectuer les principales opérations postales dans la boutique de la ferme, entre foies gras et magrets. La ferme expédie aussi ses produits frais via Chronofresh. « J'ai tout de suite été partante pour cette innovation, confie Claire Lefèvre, exploitante, car cela me permet d'offrir des services utiles à mes clients tout en gagnant en visibilité. » Ce partenariat permet à La Poste d'adapter sa présence et de soutenir la vitalité économique du monde agricole en valorisant les circuits courts.



PRÉSENCE

Un nouveau La Poste relais solidaire

Inauguré en juillet dernier, le La Poste relais de Comprégnac est l'un des deux points de contact, en partenariat avec un acteur de l'économie sociale et solidaire, ouvert en Aveyron. « Ce La Poste relais, c'est un service de plus pour nos concitoyens, une réponse concrète au défi de l'accessibilité aux services postaux en zone rurale », a souligné Olivier Julien, maire de la commune de Comprégnac – Peyre, lors de l'inauguration. L'installation de ce La Poste relais dans l'épicerie participative et citoyenne l'Epi-C, au cœur du village, participe à améliorer la qualité de vie des habitants, en facilitant leur accès aux démarches du quotidien, tout en limitant les déplacements.

G.R.A.N.D F.O.R.M.A.T

« La mairie d'Aucamville, très engagée dans la modernisation de l'action publique via l'introduction d'outils numériques, collabore avec La Poste pour simplifier la gestion documentaire depuis plusieurs années. Une relation de confiance s'est créée, le déploiement des nouveaux outils se fait ainsi progressivement, au fur et à mesure de l'expression des besoins de chaque service (RH, gestion, direction) lors de nos rencontres régulières. De plus, l'utilisation de l'interface unique Maileva pour toutes les démarches numériques de la mairie facilite la conduite du changement. Rapidement, les nouveaux outils numériques offrent un gain de temps pour les agents, qui se concentrent sur des activités à valeur ajoutée, et simplifient la relation aux administrés, eux-mêmes de plus en plus connectés. »

Sylvia Giboulot,
responsable développement de la gestion documentaire La Poste Solutions Business en Occitanie



« La majorité de nos agents (plus de 80%) a adhéré sans difficulté à cette nouveauté. Digiposte leur apporte un vrai confort : leurs bulletins de paie sont désormais regroupés dans un espace numérique unique personnel, sécurisé et accessible à tout moment. L'accompagnement de La Poste a été déterminant dans la mise en place. Le service des ressources humaines a reçu une démonstration de l'outil Digiposte ainsi que des éléments de communication pour accompagner la conduite du changement. En interne, le service RH et le conseiller numérique étaient disponibles pour accompagner les agents. Il n'y a pas eu beaucoup de besoins, car l'outil s'est révélé très simple à prendre en main. Cette sérénité a largement contribué à la réussite du projet. La transition s'est faite naturellement, et les bénéfices ont été immédiats tant pour la collectivité que pour les agents. »

Elia Henriët,
directrice générale des services à la mairie d'Aucamville

Le coffre-fort numérique Digiposte, un accès simple et sécurisé.

La Poste accompagne la transition numérique de la mairie d'Aucamville

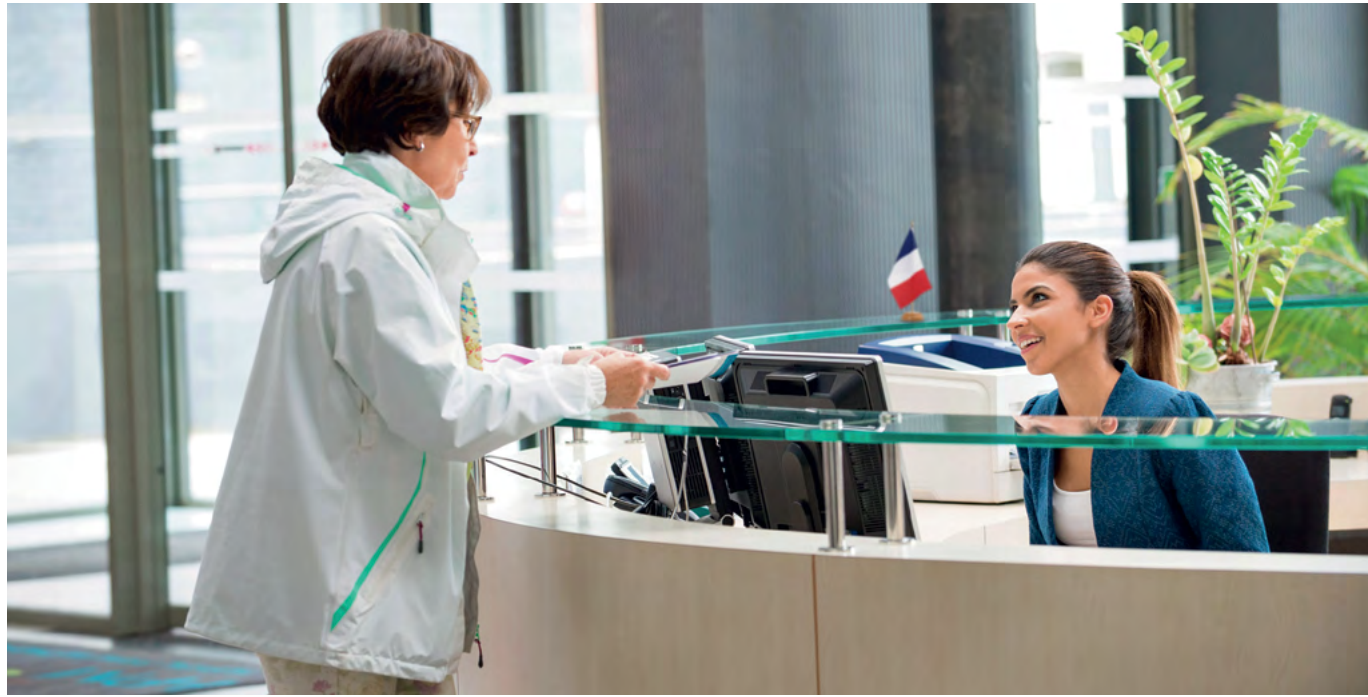
Après la dématérialisation des factures pour ses administrés, la mairie d'Aucamville a accéléré sa transition numérique en dématérialisant les bulletins de paie de ses agents.

L'objectif était double : réduire les coûts liés à l'affranchissement et à la gestion du papier, tout en facilitant l'accès aux documents. La dématérialisation a été mise en place, depuis janvier 2025, grâce aux solutions de Docaposte⁽¹⁾ : Maileva et le coffre-fort numérique Digiposte. Ce projet s'inscrit dans une stratégie de transition numérique de la commune, qui vient de se doter d'un parapheur électronique et réfléchit à une solution d'archivage numérique. La commune d'Aucamville a la volonté de bâtir un écosystème numérique cohérent, où chaque outil complète l'autre, pour renforcer l'efficacité interne et la qualité du service rendu aux usagers.

(1) Docaposte, filiale numérique du groupe La Poste.

Plus de **12**
millions de coffres-forts
numériques Digiposte,
sur le plan national,
à la fin 2025.

500
millions de documents
numériques stockés
par Docaposte, en France,
à la fin 2025.



Quand l'IA simplifie la vie des collectivités

Dématérialiser les courriers, automatiser la rédaction d'actes ou retranscrire les conseils municipaux : les usages de l'intelligence artificielle (IA) se multiplient dans les collectivités, et l'IA devient un levier concret de simplification administrative et de modernisation du service public. À condition d'être déployée dans un cadre éthique et souverain...

Entre promesse technologique et réalité opérationnelle, l'intelligence artificielle s'impose peu à peu dans les mairies, intercommunalités et départements. D'après le baromètre de l'Observatoire Data Publica 2025 (voir encadré), 77% des collectivités de plus de 3 500 habitants ont mis en œuvre un projet d'IA ou prévoient de le faire dans l'année, contre 51% en 2024. Parce qu'elle redéfinit et simplifie la gestion administrative, l'IA est devenue un outil incontournable de la transformation numérique interne des collectivités, qui cherchent à optimiser leurs processus et à améliorer le service aux citoyens. Production de documents, retranscription d'assemblées, anonymisation des données sensibles, instruction de dossiers... Les usages se diversifient, et l'IA s'impose comme un levier concret pour gagner du temps, fiabiliser les procédures et recentrer les agents sur leurs missions essentielles. Pour répondre à ces besoins, plusieurs acteurs du numérique de confiance développent des solutions

adaptées, alliant humain et technologie. C'est dans cet esprit que Docompost, filiale du groupe La Poste, propose à travers FAST Solutions une gamme de solutions d'IA destinées aux collectivités de toutes tailles. Comme FAST-PubliAct, un service pensé pour répondre au décret du 7 octobre 2021 rendant obligatoire pour les collectivités de plus de 3 500 habitants de publier leurs actes administratifs sur leur site Web à compter du 1^{er} juillet 2022. Grâce à un module d'IA conforme au RGPD⁽¹⁾, les données sensibles des actes réglementaires publiés par la solution sont anonymisées.

Une IA de confiance pour les collectivités

Face à ces enjeux de transparence et de conformité, les collectivités ont besoin d'être accompagnées par des partenaires de confiance, qui développent des solutions en adéquation avec leurs valeurs et les services d'utilité publique qu'elles proposent.

D'autant que, selon le baromètre de l'Observatoire Data Publica 2025, 91% des Français exigent que les données publiques soient hébergées en France ou dans l'UE, et 64% font confiance à leur commune ou à leur intercommunalité pour bien utiliser et gérer leurs données. Un contexte de vigilance accrue sur la souveraineté numérique et la protection des données qui pousse les collectivités à privilégier des partenaires nationaux, dont l'ADN s'inscrit dans une approche éthique de l'IA. Hébergement 100% français, conformité RGPD, certification SecNumCloud... De VoxIA – qui facilite la gestion des réunions en retranscrivant les échanges et en générant automatiquement des comptes rendus et des synthèses personnalisées pour chaque participant – à PubliAct, qui permet, par exemple, à la commune de Longjumeau (91) d'anonymiser les données sensibles des actes administratifs en ligne avec une grande réactivité, en passant par l'Assist'Act – un assistant intelligent pour épauler les agents dans la recherche d'informations –, toutes les solutions FAST reposent sur un cadre souverain et transparent. Et positionnent Docompost comme un acteur public de confiance.

(1) Règlement général sur la protection des données.

Fluidifier le traitement des courriers grâce à l'IA



À Poissy, dans les Yvelines, la modernisation des outils administratifs est entrée dans le concret, avec la mise en place de FAST-Courrier à la fin 2024, une solution Docompost dédiée à la gestion dématérialisée du courrier. La commune, qui traite plus de 15 000 courriers par an répartis sur 82 entités et 130 agents, cherchait à simplifier ses processus internes et à accélérer la circulation de l'information. « On avait besoin de fluidifier nos échanges, pour les usagers comme pour les agents », explique Aline Habert, directrice de la stratégie numérique. Connectée au parapheur électronique FAST-Parapheur, FAST-Courrier assure désormais un circuit unique, traçable et sécurisé, de la réception à la signature. Résultat : des délais de traitement réduits, un suivi unifié du cycle de vie documentaire et une nette amélioration de la qualité du service rendu aux administrés.

Témoignage

« FAST-PubliAct a été facile à déployer et a nécessité peu de formation. Il nous a permis d'être conformes à la réglementation qui nous oblige à publier les actes administratifs sur le site Internet de la ville. La solution nous a aussi apporté un gain de temps considérable dans la centralisation des actes. »

Gladys Chiès,
responsable du secrétariat général de la ville de Longjumeau (Essonne)

Data et IA : les collectivités passent à l'échelle

L'édition 2025 de la note de conjoncture « Data, IA et cybersécurité dans les territoires », publiée par le groupe La Poste et la Banque des Territoires en s'appuyant sur les résultats du baromètre de l'Observatoire Data Publica, confirme une accélération nette : 69% des collectivités s'appuient désormais sur la donnée pour piloter leurs politiques publiques (+ 10 points en un an). Conséquences : l'IA générative gagne du terrain et s'impose désormais dans les tâches de support (rédaction, synthèse, recherche documentaire). Mais cette montée en puissance s'accompagne d'un besoin massif de formation : 60% des collectivités expriment un besoin d'acculturation et de formation à l'IA. Les communes de La Chapelle-Heulin (44) et de Croissy-sur-Seine (78) ont, par exemple, suivi une formation dispensée par Docompost Institute⁽¹⁾. Parce que transparence et supervision humaine sont les nouveaux marqueurs d'une IA publique de confiance, le groupe La Poste s'engage à travers Docompost Institute en proposant des modules de sensibilisation aux enjeux de l'IA de confiance et des ateliers de coconstruction des usages avec les agents territoriaux.

(1) Organisme de formation professionnelle certifié Qualiopi.



DÉCOUVREZ LA NOTE DE CONJONCTURE EN SCANNANT CE QR CODE

CRÉER UN NUMÉRIQUE DE CONFIANCE POUR LES COLLECTIVITÉS

Plus les collectivités se digitalisent, plus elles ont besoin d'un numérique de confiance et de maîtriser leurs données. Docaposte, filiale du groupe La Poste, les accompagne pour sécuriser les données sensibles et renforcer l'efficacité de l'action publique.



Plus de **150 millions** de signatures électroniques chaque année



14 millions d'électeurs utilisant les solutions de vote électronique



Plus de **12 millions** de coffres-forts Digiposte



8 millions d'Identités Numériques La Poste



7 millions de lettres recommandées électroniques



1,1 million d'actes transmis en préfecture par les collectivités avec FAST-ACTES



14 000 convocations aux conseils municipaux et réunions envoyées par 422 collectivités avec le porte-documents numérique FAST-Élus

Traits d'union

#dynamiser

Le Sdis de l'Hérault s'est doté de nouvelles infrastructures dont un centre de formation de pointe à Gignac, accompagné dans son financement par La Banque Postale.

P. 12

#accompagner

La Poste assure la distribution de repas dans 11 départements d'Occitanie, dont l'Ariège, où le premier contrat du département a été signé avec la Communauté de communes Couserans-Pyrénées.

P. 14

#décarboner

Pour concrétiser son engagement en faveur du « zéro déchet », la métropole de Montpellier a fait appel aux postiers pour sensibiliser les habitants et faciliter la mise en œuvre du tri des biodéchets.

P. 15



#dynamiser

Un centre d'excellence pour la sécurité civile : La Poste soutient le Sdis 34

La Banque Postale, en partenariat avec Sfil, accompagne le Sdis de l'Hérault grâce à un prêt social pour le développement du nouveau pôle de préparation à l'engagement aux situations d'urgence (Ppesu).

Un investissement stratégique qui positionne le territoire comme un modèle en matière de sécurité civile et d'innovation. Inauguré à Gignac, le Ppesu a bénéficié d'un prêt social de 13 millions d'euros accordé par La Banque Postale et Sfil au Sdis de l'Hérault. Ce centre d'excellence, déployé sur 33 hectares, peut accueillir jusqu'à 200 stagiaires par jour, offrant des formations immersives grâce à la réalité virtuelle et à des simulations de crise. Il ambitionne de devenir une référence

internationale, attirant, dès 2025, plus de 3 600 stagiaires pour 28 000 journées de formation, dont des équipes venues de Suisse ou du Kurdistan. Pour le Département, ce projet s'inscrit dans une dynamique d'innovation au service des territoires : il soutient la montée en compétences des sapeurs-pompiers et des partenaires, tout en renforçant la résilience locale face aux risques naturels et technologiques. Le partenariat avec La Banque Postale et Sfil illustre l'engagement du groupe La Poste aux côtés des collectivités, en offrant des financements responsables alignés sur la future taxonomie sociale. Le prêt social permet de soutenir des projets qui contribuent à la cohésion des territoires et à la sécurité de tous.



La Poste et Pickup : innover au service des territoires ruraux



À Montaud, commune de l'Hérault de 1 024 habitants, l'installation d'une consigne colis connectée et alimentée à l'énergie solaire illustre la volonté d'offrir à tous des solutions responsables et innovantes, adaptées aux nouveaux usages des habitants. La Poste, en partenariat avec sa filiale Pickup, renforce ainsi l'accessibilité de ses services en milieu rural. Simple et pratique, la consigne installée près d'un chemin piéton et accessible 24 heures sur 24 est reconnue utile par les clients. Joël Raymond, maire de Montaud, se dit satisfait : « L'installation s'est bien passée, les services Pickup ont été à l'écoute : c'est un équipement apprécié, fonctionnel et bien intégré. »



La Banque Postale finance la mobilité ferroviaire durable en Occitanie

Pour maintenir le niveau d'exploitation de leur réseau ferroviaire régional, les Régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine modernisent leur parc de matériel roulant. La Société publique interrégionale des investissements en faveur des transports (Spiit), dont elles sont actionnaires à 50/50, a levé 1,1 milliard d'euros pour financer la mobilité ferroviaire.

Cette levée de fonds de plus d'un milliard d'euros par la Spiit en 2024 est une transaction « stratégique pour la Région Occitanie, explique Céline Guibon-Laffitte, directrice déléguée mobilités, infrastructures et développement à la Région Occitanie. Le transport représentant un tiers de notre budget, la mise en place d'une structure de financement commune à nos deux régions nous permet de faire face à ces dépenses à un coût compétitif. » La Banque Postale participe au financement de ce projet structurant, au sein d'un pool bancaire.

« Pour un emprunt de ce montant, de cette complexité et de cette durée, les collectivités gèrent le risque en diversifiant leurs sources de financement. D'où la création d'un pool bancaire, avec des établissements complémentaires », détaille Arnaud Callens, directeur régional entreprises et territoires Midi-Atlantique de La Banque Postale. Premier prêteur bancaire des collectivités locales⁽¹⁾, La Banque Postale a investi 100 millions d'euros dans le projet, via un emprunt à moyen terme, pour le rachat de matériel à la SNCF. L'emprunt permet ainsi à l'Occitanie de se doter de 18 nouvelles rames et d'assurer une maintenance technique à mi-vie sur plus de 80 rames de TER, tout en amorçant son projet de train à hydrogène, avec 3 premières rames. Cette opération intervient dans le cadre de la loi européenne qui a instauré l'ouverture à la concurrence de la gestion des transports ferroviaires régionaux. Les Régions reprennent la propriété des rames TER en vue de les mettre à la disposition des futurs exploitants ferroviaires.

(1) Source : Observatoire de la dette des collectivités locales - Finance Active 2025.



« La société publique locale permet de mutualiser les moyens humains d'ingénierie et de répartir les coûts fixes des rames sur un volume de commandes plus important. L'ensemble de nos partenaires financiers, dont La Banque Postale et la Banque des Territoires, se sont engagés à nos côtés sur un projet évolutif, tant sur le plan des

missions que sur l'actionariat. La Spiit pourrait, à terme, s'ouvrir à d'autres régions. Ces partenaires financiers partagent notre engagement en faveur de la mobilité durable : le contrat de financement comprend ainsi un rapport d'impact. »

Cécile Bichon, directrice générale de la société publique locale Spiit



#accompagner

À Montauban, la médiation sociale transforme l'accueil en bureau de poste

Pour favoriser l'inclusion sociale, des médiateurs sociaux sont présents dans près de 500 bureaux de poste en France, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Comme à Montauban, dans le quartier des Chaumes, où, depuis 2023, Kheira Hattab intervient pour la régie de quartier Montauban Services, afin de fluidifier et de faciliter le parcours des clients.

Trois demi-journées par semaine, elle oriente et accompagne efficacement les clients – jusqu'à 200 par après-midi –, facilitant l'accès aux services postaux, bancaires et publics, grâce à ses compétences multilingues et numériques, et à sa connaissance du territoire. Cette action, réalisée en partenariat avec un acteur associatif phare de la commune, contribue à la mission d'inclusion sociale de La Poste. Face au succès de cette initiative, le dispositif s'étend désormais à d'autres bureaux de poste de la ville.



Premier portage de repas en Ariège



La Communauté de communes Couserans-Pyrénées a signé, avec La Poste, un contrat de portage de repas, le premier dans le département de l'Ariège. Depuis mars 2025, 300 repas, préparés par la cuisine centrale de la collectivité, sont livrés à domicile chaque mois aux seniors par les facteurs, du lundi au vendredi. « Nous sommes un territoire rural, avec des populations âgées et isolées, et nous cherchons des solutions pour être au plus près d'eux. Le service proposé par La Poste correspond parfaitement à nos attentes », confie Jean-Noël Vigneau, président de la Communauté de communes Couserans-Pyrénées. Désormais, dans 11 des 13 départements de la région, les repas sont distribués à près de 5 000 convives (seniors, écoles, collèges, Ehpad) par les 150 facteurs formés à ce nouveau service : 750 000 repas livrés en 2024, un million de repas en prévision d'ici à la fin 2025.

#décarboner

La Poste favorise la politique d'économie circulaire à Montpellier

Dans le cadre de son engagement en faveur de la transition écologique, La Poste accompagne la métropole de Montpellier pour la distribution des kits de collecte de biodéchets auprès des habitants, et ce, pour la troisième année consécutive.

Cette opération, déployée sur l'ensemble des 31 communes de la Métropole jusqu'en 2027, vise à doter chaque foyer d'un bioseau et de sachets kraft, afin de faciliter le tri et la valorisation des déchets organiques. Forte de sa présence six jours sur sept, La Poste mobilise des facteurs spécialement formés qui assurent la remise des kits, en main propre lorsque cela est possible, ou en boîte aux lettres pour les logements collectifs. Connaissance fine du terrain et confiance des habitants sont autant d'atouts pour cette mission. Julien Quintana, chargé de coordination au service biodéchets à la Métropole, a expliqué le sens de la démarche aux facteurs. « Il est important de donner du sens en mettant en avant les objectifs écologiques et économiques de l'intercommunalité. Les facteurs sont, au quotidien, auprès des usagers, ils connaissent le territoire.

Grâce à eux, ce kit est plus facilement accepté. » Les kits sont également disponibles en bureau de poste, ce qui permet à toute personne munie de flyer explicatif de retirer son équipement. La démarche s'appuie sur une logistique responsable incluant 25 véhicules électriques et vélos-cargos, ainsi qu'un suivi rigoureux via des outils numériques permettant d'optimiser la gestion des stocks et le déploiement de la distribution. Cette mission, fruit d'un partenariat solide entre La Poste et la Métropole, illustre la volonté commune de promouvoir des pratiques durables et de renforcer la cohésion des territoires.



Empreinte carbone : toujours plus de livraisons en mode doux



La Poste en Occitanie poursuit sa politique de réduction des émissions de CO₂ liées au transport en développant sa flotte de véhicules électriques. Sur les routes d'Occitanie, en ville ou à la campagne, les facteurs disposent de 1 600 véhicules électriques, 100 vélos à assistance électrique, 850 Staby (trois-roues électriques) et 100 vélos-cargos. 98 500 kilomètres sont effectués chaque jour en véhicules « verts », soit 40 % des kilomètres parcourus. Sensibilisation aux enjeux environnementaux et formation des postiers à l'écoconduite accompagnent ce déploiement. En région, La Poste a ainsi réduit de 25 % ses émissions de CO₂ entre 2019 et 2024, et vise 30 % de réduction d'ici à la fin 2025.

« Construire une IA de confiance, c'est construire une IA maîtrisée »

Coprésident du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique et directeur général adjoint de Docaposte, **Guillaume Poupard** plaide pour une intelligence artificielle sûre, souveraine et transparente. Avec une vision claire : construire une IA de confiance passe avant tout par la maîtrise de la donnée et par un ancrage technologique européen au service du secteur public.

MINI-CV

2000
Chef du laboratoire de cryptologie à la Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information (DCSSI, devenue l'Anssi)

2010
Responsable des pôles sécurité des systèmes d'information et cybersécurité à la Direction générale de l'armement (DGA)

2014
Directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi)

Depuis 2023
Directeur général adjoint et membre du comité exécutif de Docaposte

2025
Coprésident du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique



RÉFLEXIONS

Comment construit-on une intelligence artificielle de confiance pour le secteur public ?

Le premier niveau, c'est la maîtrise de la donnée. Une IA ne peut être fiable que si les informations qu'elle manipule sont protégées, en particulier celles des collectivités locales. Cela passe par une cybersécurité solide et par le respect d'un cadre juridique clair : les données ne doivent jamais être soumises au droit non européen. C'est le sens même de la souveraineté numérique : garder la maîtrise de ses données, de ses infrastructures et de ses choix technologiques. Dans le privé, pour des applications de faible sensibilité, on peut parfois faire des compromis entre rapidité, coût et sécurité, même si la prudence doit toujours rester de mise. Le secteur public, lui, ne peut en général pas se le permettre : il doit être intraitable sur la souveraineté, la sécurité, la transparence et la qualité de la réponse. Cette exigence n'est pas un frein à l'innovation. Des acteurs européens comme Mistral AI, NumSpot⁽¹⁾ ou Docaposte montrent qu'on peut concilier performance et indépendance.

Quels sont les autres leviers d'une IA de confiance ?

La transparence. Une IA doit être explicable : les collectivités doivent pouvoir comprendre comment elle fonctionne, quelles données elle utilise, quels biais elle peut introduire. Chez Docaposte, nos solutions sont auditées en permanence, à livre ouvert. C'est ce niveau de transparence et de responsabilité qui crée la confiance et qui fait la différence avec les grands acteurs non européens.

Dès lors, le secteur public doit-il limiter sa dépendance aux Gafam ?

Le danger avec les Gafam, c'est leur stratégie d'enfermement : on commence par une suite d'outils logiciels et on finit par confier l'ensemble de son système d'information à un seul fournisseur. Pour l'éviter, il faut segmenter, diversifier, reprendre la main sur les projets et ne pas se laisser imposer des choix techniques. C'est plus exigeant, mais c'est le prix de la liberté.

Justement, en quoi Docaposte se positionne-t-elle comme une alternative « made in France » ?

Notre mission est d'être l'acteur de confiance du numérique, notamment pour les services publics, avec de nombreux services et solutions numériques. Nous avons également développé avec nos partenaires le cloud NumSpot, un environnement souverain et certifié, opéré en France et conforme aux standards de sécurité les plus exigeants. Il permet d'héberger des données sensibles – santé, éducation, collectivités – sans dépendre de solutions soumises au droit américain ou chinois. Pour nous, construire une IA de confiance, c'est construire une IA maîtrisée : une technologie au service de l'intérêt général, développée sur un socle français et européen, transparente dans son fonctionnement et sûre dans la gestion des données. Une IA qui n'échappe jamais à son utilisateur mais renforce sa capacité d'action.

(1) NumSpot est le fruit d'une alliance entre quatre grands acteurs privés et publics français réunis par l'ambition de développer une offre de référence de cloud souverain et de confiance : Docaposte (filiale numérique du groupe La Poste et chef de file du projet), la Banque des Territoires, Dassault Systèmes et Bouygues Telecom.